

Historique de la conservation en
Mauritanie



Moh. Lemine O/ Baba

Historia de la conservación en
Mauritania



INTRODUCTION

La Mauritanie est un pays désertique avec un territoire composé à 80-85% de terres arides. Elle est subdivisée en 4 grandes zones écologiques qui possèdent leurs propres potentialités et richesses faunistiques et floristiques. Cependant, il est illusoire de croire que le désert est un milieu stérile et pauvre en biodiversité. La loi de la nature fait que chaque milieu, quelle que soit sa médiocrité, constitue un biotope et un habitat favorables à un ensemble d'êtres vivants (animaux et végétaux) acclimatés et résignés.

Dans les sociétés rurales traditionnelles, les communautés veillaient à la gestion, la préservation et la conservation des ressources naturelles de leurs terroirs, celles-ci constituant leur source d'existence. Si la Mauritanie était autrefois un pays où la grande faune abondait, au fil des décennies et sous les effets conjugués de la sécheresse et de la pression anthropique, les ressources naturelles, la faune sauvage et les habitats ont été

INTRODUCCIÓN

Mauritania es un país desértico cuyo territorio se compone de tierras áridas en un 80 e, incluso, en un 85%. Se subdivide en cuatro grandes ecosistemas que poseen sus propias características y riquezas desde el punto de vista de la fauna y de la flora. Aunque el desierto se suele considerar como un medio estéril y pobre en cuanto a biodiversidad, la naturaleza consigue que todas las regiones, independientemente de su crudeza, constituyan un biotopo y un hábitat únicos para un conjunto determinado y adaptado de seres vivos (animales y vegetales).

En las sociedades rurales tradicionales, las propias comunidades se encargaban de la gestión, de la protección y de la conservación de los recursos naturales que existían en sus territorios, ya que estos constituían su principal medio de subsistencia. A pesar de que, en el pasado, los grandes animales abundaron en Mauritania, el paso del tiempo, las sequías y la presión antrópica acabaron por reducir sensiblemente los recursos, la fauna salvaje y, por



fortement affectés. La faune (les oiseaux) reste heureusement abondante et très diversifiée même si on estime que l'autruche est en risque d'extinction, et que certaines espèces d'outardes, par exemple, sont actuellement en danger.

La disparition de la faune en Mauritanie s'est déroulée au cours de deux périodes distinctes. Une période entre 8 000 et 2 500 BP où la grande faune, représentée dans les peintures rupestres sahariennes, a disparu ou presque de la Mauritanie, suite à des changements climatiques naturels majeurs, ainsi qu'à l'avancée du désert qui en a résulté (girafes, hippopotames, éléphants, rhinocéros). Une autre période historique accélérée depuis le début du siècle dernier, pendant laquelle une faune sahélo-saharienne adaptée aux conditions du milieu a été graduellement remplacée par le bétail ou chassée jusqu'à son extinction.

Pendant cette dernière période, les pressions anthropiques et la diminution de la pluviosité ont été les deux principales causes de la disparition de la faune et de la dégradation générale des ressources naturelles renouvelables. La sécheresse et la désertification d'origine humaine ont eu des impacts majeurs sur les principaux habitats naturels. Leur surface a régressé et la limite nord du Sahel s'est progressivement déplacée vers le sud. Le défrichement des forêts dans la vallée du fleuve Sénégal en conséquence du développement de l'agriculture et de la production de charbon de bois a entraîné la disparition des cobs, des singes et des oiseaux qui dépendaient de ces habitats.

Le défrichement de plusieurs *tamourts* et des *graras* (zones d'épandage des eaux de pluies) qui servaient de refuges à la faune lors des années sèches, dans le centre, le nord, l'est et le sud-est du pays, visait à l'installation de cultures de céréales. Or, il a également été à l'origine d'extinctions locales et régionales. Il en a été de même pour la plupart des forêts galeries qui ont été détruites pour la production du bois de chauffe (bois et charbon de bois) et la mise en place de constructions, de clôtures, etc. Ces forêts, qui servaient autrefois de refuges aux animaux sauvages lors de la saison sèche, subsistent à peine aux abords des sources.

La disparition de la faune a été précédée par celle de ses habitats. Toutefois, la cause directe et déterminante, du moins en milieu désertique, a été la chasse menée avec des véhicules tout-terrain, au XX^e siècle, à partir des années 60. La désertification et la sécheresse ont beau constituer des facteurs clés, dans le désert, la poursuite des troupeaux en voiture s'achève toujours par l'épuisement de la cible.

supuesto, los hábitats naturales. Afortunadamente, a día de hoy, la avifauna (es decir, los pájaros) sigue siendo muy rica y diversa, pero el avestruz está en peligro de extinción y ciertas especies de avutardas, por ejemplo, también están amenazadas.

La desaparición de la fauna mauritana tuvo lugar en dos periodos distintos. El primer periodo se extiende desde el 8.000 al 2.500 AP y en él murieron todos o casi todos los animales de gran tamaño que aparecen representados en las pinturas rupestres del Sahara, debido a los considerables cambios climáticos de esa época y, por tanto, al avance del desierto (considérense las jirafas, los hipopótamos, los elefantes y los rinocerontes). El segundo periodo histórico se ha acentuado desde finales del siglo pasado. Éste se caracteriza por la introducción del ganado, que ha ido substituyendo gradualmente a la fauna sahelosahariana perfectamente adaptada a las condiciones de su medio autóctono, y por la casi total extinción de ciertas especies debido a la caza.

Durante este último periodo, los distintos casos de presión antrópica y la disminución de las precipitaciones han sido las principales causas de la desaparición de la fauna y de la degradación, en general, de los recursos naturales renovables. Asimismo, la sequía y la desertificación de origen humano han tenido un impacto considerable en los principales hábitats naturales. De hecho, su superficie no ha cesado de disminuir y el extremo norte del Sahel se ha desplazado progresivamente hacia el sur. La tala de los bosques que crecían en el valle del río Senegal para destinar las tierras al desarrollo de la agricultura y a la producción de carbón, ha provocado también la desaparición de los caballos cobs, de los monos y de los pájaros que vivían en estos hábitats.

Cabe destacar, además, la destrucción de varios *tamourts* y *graras* (áreas de acumulación del agua de lluvia) que servían como refugio a la fauna durante los años de sequía tanto en el centro, como en el norte, el este y el sudeste del país. En estas zonas inundables se han desarrollado nuevos cultivos que han ocasionado la desaparición de las especies locales y regionales. Otro tanto puede decirse de prácticamente todos los bosques de ribera puesto que se han destruido para producir leña (madera y carbón), levantar inmuebles y cerramientos, etc. Dichos bosques que, en tiempos remotos, servían de refugio a los animales salvajes durante la estación seca, subsisten a duras penas entre las orillas.

En pocas palabras, la destrucción de los hábitats ha provocado una agresión a la fauna. Sin embargo, la causa directa y

L'histoire récente permet de distinguer trois grandes périodes qui se caractérisent par différentes politiques de gestion des ressources naturelles : la première, avant la colonisation française (dite ère des émirats), la seconde est celle de la colonisation française, enfin, la troisième correspond à l'indépendance (État mauritanien indépendant).

AVANT LA COLONISATION FRANÇAISE : L'ÈRE DES ÉMIRATS

SYSTÈMES SOCIOPOLITIQUES. PROPRIÉTÉ FONCIÈRE TRADITIONNELLE. CONSERVATION DES RESSOURCES NATURELLES

Avant la colonisation française les différents systèmes sociopolitiques se ressemblaient. Dans la partie nord, centre, est et sud-est, la Mauritanie était habitée surtout par les Maures organisés au sein d'émirats. Dans la zone de la vallée du fleuve Sénégal, les ethnies Peulh, Olof et Soninké étaient les plus représentées avec des chefs de villages, des rois et des reines. Dans tous les cas, quel qu'ait été le système sociopolitique en place, des types d'alliances s'instauraient entre tribus, ethnies et/ou émirats.

Chaque entité sociopolitique occupait un terroir. Elle assurait la gestion, la conservation et l'exploitation des ressources naturelles que celui-ci contenait. Dans ce système, les agglomérations sédentaires étaient dotées d'espaces vitaux.

Les moyens d'existence reposaient jadis sur un lien étroit entre l'homme et la nature. En effet, les activités principales étaient selon les zones écologiques l'élevage, le commerce caravanier fondé sur le troc avec les pays du Maghreb, le Mali et le Sénégal, l'agriculture traditionnelle avec des cultures pluviales (*walo*), sous palmiers (pour les zones oasiennes) et/ou en zones de décrue (*diéri*), la chasse au gibier sauvage, la pêche (fluviale pour les habitants de la zone du fleuve Sénégal, et marine pour les Imragen et les N'diagolais), et enfin l'exploitation de la forêt (produits de consommation quotidienne et/ou commercialisés aux riverains : bois, gomme arabique, jujubes, fruits des doums, pain de singe, poudre et feuilles de baobab, etc.).

À cette gamme riche en services fournis par la nature, il convient d'ajouter une quantité impressionnante de plantes médicinales et d'espèces animales aux vertus reconnues par les praticiens

déterminante, al menos en las zonas desérticas, de este exterminio ha sido la introducción de la caza en vehículos todoterreno a partir de los años 60 del siglo pasado. Por supuesto, la desertización y la sequía han contribuido a esta tragedia, pero, en el desierto, la persecución de las manadas en coche no deja ninguna escapatoria a la presa.

En cuanto a la historia más reciente, existen tres grandes periodos que se distinguen por las diferentes políticas de gestión de los recursos naturales: el primero, antes de la colonización francesa (llamado «Era de los Emiratos»), el segundo se corresponde con la colonización francesa en sí y, por último, el tercero viene de la mano de la independencia (Estado mauritano independiente).

ANTES DE LA COLONIZACIÓN FRANCESA: LA ERA DE LOS ÉMIRATOS

SISTEMAS SOCIOPOLÍTICOS. PROPIEDAD TRADICIONAL DE LOS TERRENOS. CONSERVACIÓN DE LOS RECURSOS NATURELLES

Antes de la colonización francesa, los diferentes sistemas sociopolíticos se parecían mucho. En la parte norte, centro, este y sudeste, Mauritania estaba habitada, sobre todo, por pueblos moros que se organizaban en emiratos. En torno al valle del río Senegal, las etnias fulani, wolof y soninké eran las más numerosas y contaban con sus propios jefes de poblado, así como con reyes y reinas. En cualquier caso, independientemente del sistema sociopolítico elegido, las tribus, las etnias y/o los emiratos celebraban ciertos tipos de alianzas.

Cada una de las unidades sociopolíticas ocupaba un territorio y se responsabilizaba de la gestión, de la conservación y de la explotación de sus recursos naturales correspondientes. Con este sistema de organización, las aglomeraciones sedentarias se dotaban de espacio vital.

En la antigüedad, los medios de subsistencia procedían de la estrecha relación entre el hombre y la naturaleza. Por ello, las actividades principales, dependiendo del ecosistema, eran el ganado, el comercio caravanero basado en el trueque con los países del Magreb, Malí y Senegal, la agricultura tradicional con cultivos pluviales (*walo*), bajo palmeras (en los oasis) y/o en las zonas de crecida (*diéri*), así como la caza del jabalí salvaje, la pesca (fluvial en el caso de los habitantes del río Senegal, y marina, en





traditionnels (pharmacopée). L'artisanat local permettait de façonner un grand nombre d'objets utilitaires ou décoratifs à partir des abondants produits forestiers. Enfin, l'imagination, la mode et la tradition constituaient autant de puissants vecteurs pour animer ces créations.

Les troncs et les branches d'acacias, de palmiers (dattier et doum), ainsi que ceux d'autres arbres étaient et sont encore utilisés comme matériaux de construction : toitures mais aussi piliers de maisons, de cases, de hangars, etc. Si les sources d'énergie domestique reposaient autrefois exclusivement sur le bois de chauffe et le charbon de bois, grâce aux informations disponibles, on déduit que l'Homme en Mauritanie vivait à cette époque en parfaite harmonie avec son environnement. Les populations veillaient en effet à la conservation, la préservation et la gestion des ressources naturelles (faune et flore, ressources en eau, etc.) compte tenu que leurs moyens d'existence en étaient tributaires. À titre d'exemple, la construction de barrages sur les bassins versants d'oueds (cours d'eau) qui étaient partagés entre

el caso de los Imragen y de los N'diagolais) y, por último, la explotación forestal (productos de consumo diario y/o que se vendían a los ribereños: madera, goma arábiga, azufaifos, palmitos, pan de mono, polvo y hojas de baobab, etc.).

A esta amplia gama de productos naturales, debe añadirse una cantidad impresionante de plantas medicinales y de especies animales con principios curativos para los médicos tradicionales (farmacopea). Asimismo, los artesanos fabricaban un elevadísimo número de objetos prácticos y decorativos a partir de las abundantes materias primas. Por último, cabe destacar que la imaginación, la moda y la tradición se habían convertido en un potente vector que favorecía las creaciones más originales.

Los troncos y las ramas de acacia, de las palmeras (datileras y palmitos), así como de los demás árboles se utilizaban y se utilizan todavía como materiales de construcción en los tejados, en los pilares de las viviendas, de las cabañas, de los almacenes, etc. Puesto que, antiguamente, las fuentes de energía doméstica

deux ou plusieurs agglomérations, n'était pas autorisée du fait que les ressources en eau étaient communautaires.

Les limites des propriétés foncières des entités sociopolitiques et des espaces vitaux des agglomérations étaient définies et connues de tous. Il arrivait parfois que des conflits éclatent entre communautés limitrophes pour la gestion et/ou l'exploitation de zones comportant des ressources rares (eau, terres agricoles, etc.) ou dont la propriété n'avait pas été bien définie (limite entre communautés riveraines). Ces conflits étaient le plus souvent réglés à l'amiable par le comité de sages, la *Jemaa*, quoiqu'ils aient pu parfois dégénérer en conflits engendrant des dégâts humains et matériels. La propriété foncière traditionnelle prenait sa source dans le mode de faire valoir la terre (défrichage, construction de puits, de barrage, etc.). En effet, selon les règles du droit musulman, la terre non exploitée n'appartenait à personne. Elle devenait la propriété de celui qui la mettait en valeur encore que ces règles n'autorisassent pas le gâchis ; il fallait uniquement prélever les ressources qui nous étaient nécessaires.

procedían exclusivamente de la leña y el carbón, puede deducirse que el hombre vivía en perfecta armonía con su entorno en Mauritania. Además, las poblaciones se preocupaban por la conservación, la preservación y la gestión de los recursos (fauna y flora, reservas de agua, etc.), ya que su existencia dependía directamente de la naturaleza. Por ejemplo, estaba prohibida la construcción de presas en las cuencas vertientes de los uadis (cursos de agua) que pertenecían a dos o más aglomeraciones porque el agua se consideraba un recurso comunitario.

Los límites territoriales de las unidades sociopolíticas y de los espacios vitales de las aglomeraciones se definían con claridad y eran públicos y notorios. No obstante, de vez en cuando se producían enfrentamientos entre las comunidades limítrofes derivados de la gestión y/o de la explotación de las zonas con recursos raros (agua, tierras agrícolas, etc.) o cuya propiedad no se había definido correctamente (límite entre municipios vecinos). En la mayoría de las ocasiones, estos conflictos se resolvían de forma amistosa en la *Jemaa* o comité de sabios, aunque, a veces,

PENDANT LA COLONISATION FRANÇAISE

Malgré l'augmentation de la chasse et de la persécution directe de la faune sauvage au cours de la période coloniale, la préservation de la nature a été mise sur le devant de la scène. Cet intérêt s'est manifesté par le classement de forêts, la réglementation de la coupe d'arbres et de l'abattage d'animaux sauvages.

DÉVELOPPEMENT DES OUTILS POUR CHASSER LE GIBIER

À l'origine, les techniques de chasse étaient rudimentaires et n'avaient qu'un impact limité sur la faune. Les premiers grands massacres ont été réalisés par les garnisons militaires coloniales installées dans l'arrière-pays dès le début du siècle dernier. Les abus de la garnison d'Atar, notamment, avaient à l'époque attiré l'attention du gouvernement de l'Afrique Occidentale Française (AOF).

À partir de la Seconde Guerre mondiale, l'introduction d'armes à feu modernes distribuées par l'administration coloniale à des notables recrutés en qualité d'auxiliaires, transforma la chasse traditionnelle en activité potentiellement lucrative. Ce fut l'époque des grands carnages où l'on fit de la chasse une profession.

GESTION DES RESSOURCES HYDRIQUES

Au cours de l'ère coloniale, une attention particulière a été accordée à la gestion des ressources en eaux superficielles et souterraines. Ainsi, nombre d'aménagements hydro-agricoles ont été construits afin de valoriser les eaux de ruissellement à des fins agricoles. Par ailleurs, on a assisté à des forages de puits au sein d'agglomérations pour faciliter l'approvisionnement en eau potable, mais aussi de puits en zones rurales afin de permettre aux cheptels de bénéficier des ressources pastorales. Ces puits ont été installés dans des zones riches en pâturages, mais aussi au niveau des couloirs de passage du bétail en transhumance. Cela a ainsi facilité l'accès des nomades et de la population, en général, à des zones auparavant quasi inaccessibles.

GESTION DES FORÊTS





llegaron a ocasionar la pérdida de vidas humanas y de bienes materiales. La propiedad tradicional tiene su origen en la manera de concebir la tierra (desbroce, construcción de pozos, de presas, etc.). De hecho, según las normas del derecho musulmán, la tierra no explotada no le pertenece a nadie. Se convierte en la propiedad de aquel que únicamente la mejora y no la esquilma. Por tanto, según esta mentalidad, solo se explotan los recursos estrictamente necesarios.

DURANTE LA COLONIZACIÓN FRANCESA

A pesar del desarrollo de la caza y de la persecución directa de la fauna salvaje durante el periodo colonial, la conservación de la naturaleza ganó protagonismo en esta época. Gracias a un nuevo interés por la tierra, se clasificaron los bosques y se puso en marcha una normativa sobre la tala de árboles y las matanzas de animales salvajes.

DESARROLLO DE HERRAMIENTAS PARA LA CAZA

En un primer momento, las técnicas de caza eran tan rudimentarias que solo tenían un impacto limitado en la fauna. De hecho, las primeras grandes masacres las llevaron a cabo las guarniciones militares francesas instaladas en el interior del país a principios del siglo XX. Los abusos de la guarnición Atar llamaron incluso la atención del propio gobierno del África Occidental Francesa (AOF).

A partir de la Segunda Guerra Mundial, la entrega de armas de fuego modernas por parte de la administración colonial a ciertas personalidades locales contratadas como auxiliares, transformó la caza tradicional en una actividad potencialmente lucrativa. Durante estos años tuvieron lugar las grandes matanzas en las que la caza se convirtió en una profesión.

GESTIÓN DE LOS RECURSOS HÍDRICOS

Durante la era colonial, se prestó especial atención a la gestión de los recursos hídricos superficiales y subterráneos. A tal efecto, se construyeron numerosas infraestructuras que permitieron destinar el agua de lluvia a nuevos fines agrícolas. Asimismo, se excavaron pozos en las aglomeraciones urbanas para facilitar el suministro de agua potable, así como en las zonas rurales, de tal



Le classement méritoire de quelque 48 000 ha de forêts pendant cette période a été le plus souvent le résultat de l'importance accordée par les naturalistes étrangers (expéditions scientifiques) à une forêt donnée, en raison du rôle de refuge de cette dernière pour la faune sauvage, mais aussi dans le dessein de préserver la biodiversité végétale.

L'ÉTAT MAURITANIEN INDÉPENDANT

La disparition de la faune qui a été amorcée au cours de la colonisation française a connu une accélération après l'indépendance et surtout après la guerre du Sahara. Cette dernière a favorisé la prolifération de véhicules tout-terrain et d'armes de guerre. On peut également mentionner d'autres facteurs qui ont influencé l'évolution des populations de la faune sauvage :

- La peste bovine.
- L'implantation anarchique de villages et d'agglomérations.
- La construction des routes et les travaux d'aménagement hydro-agricoles (barrages, digues, diguettes, aménagement de cultures irriguées dans la zone du fleuve Sénégal, aménagement de *grara* et de *tamourt*, etc.)
- Les campagnes d'éradication des animaux nuisibles à l'homme, aux cheptels et aux cultures.
- Les feux de brousse.

Des corps d'agents forestiers et d'agents de surveillance des côtes ont été mis en place dès l'indépendance. Des stratégies sectorielles et nationales ont été mises en œuvre, soutenues par une batterie de textes réglementaires qui ont été promulgués, abrogés, modifiés et complétés au fur et à mesure, et en fonction de l'évolution du milieu, des pratiques et des conditions de vie des Mauritaniens. La coupe abusive d'arbres est néanmoins demeurée la règle d'usage pendant plusieurs années, tandis que des autorisations d'exploitation de ressources ligneuses pour produire du bois de chauffe et du charbon de bois ont été octroyées, souvent sans fondement technique approprié, et sans tenir compte de la durabilité des ressources et de l'activité d'exploitation elle-même. Cette situation a changé dès lors et des programmes de restauration des forêts et d'encouragement à utiliser le gaz butane et les foyers améliorés ont été menés.

Le gouvernement mauritanien accorde peu à peu un intérêt particulier à la gestion, la conservation et la préservation des ressources naturelles, de la biodiversité et des écosystèmes.





modo que el ganado también se benefició de estos avances. Los pozos se instalaron en las zonas ricas en pastos pero también en las vías por las que transcurren los animales trashumantes. De este modo, se logró facilitar el acceso tanto de los nómadas como de la población en general a ciertas zonas que, anteriormente, eran casi inaccesibles.

GESTIÓN DE LOS BOSQUES

Durante este periodo, la clasificación de unas 48.000 hectáreas en la categoría de espacio protegido se debe, a menudo, al interés de los naturalistas extranjeros (expediciones científicas) por una arboleda determinada. Estos pioneros tuvieron en cuenta el papel de los bosques como refugio para la fauna salvaje y, además, desearon conservar la biodiversidad vegetal.

EL ESTADO MAURITANO INDEPENDIENTE

La desaparición de la fauna comenzó durante la colonización francesa, aunque se aceleró tras la independencia y, sobre todo, después de la guerra del Sahara. Este último conflicto favoreció la proliferación de los vehículos todoterreno y de las armas de fuego. Cabe destacar también otros factores que tuvieron una influencia en la evolución de la fauna salvaje:

- La peste bovina.
- La implantación anárquica de ciudades y de aglomeraciones urbanas.
- La construcción de carreteras y de obras destinadas a las infraestructuras hídricas y agrícolas (presas, diques, acequias, plantación de cultivos de regadío en la zona del río Senegal, acondicionamiento de las *graras* y de los *tamourts*, etc.)
- Las campañas de erradicación de los animales que representan una molestia para el hombre, el ganado y los cultivos.
- La quema de maleza.

A partir de la independencia, se constituyeron varios cuerpos de agentes forestales y de vigilancia costera. Asimismo, se pusieron en marcha estrategias sectoriales y nacionales que se basaban en todo un corpus de textos normativos. Con el paso del tiempo, se promulgaron, derogaron, modificaron y completaron estas normas teniendo en cuenta la evolución del medio, de las prácticas y de las condiciones de vida de los mauritanos. No

En matière de gestion des ressources naturelles, il y a lieu de mettre particulièrement en relief le respect de la doctrine environnementale moderne pour les pratiques coutumières traditionnelles, antérieures à la création de l'État indépendant. Pour éviter des conflits plus ou moins aigus, le droit dit moderne s'est référé en partie au système antérieur, coutumier.

Dans le domaine foncier, l'ordonnance 83/127 du 5 juin 1983 portant réforme du système foncier et domanial a introduit une disposition visant à protéger l'espace vital des agglomérations rurales. Or, ni les limites, ni le statut juridique, ni même les risques de dégradation environnementale qui pèsent sur cet espace n'ont été définis. Les limites de l'espace vital ne pouvaient, semble-t-il, être prévues uniformément pour toutes les agglomérations du pays car, en application du principe malékite (principe de Malek Ibn Enes — l'un des 4 principes de l'Islam) relatif à l'inviolabilité du *Harim*, cet espace doit être déterminé en fonction des distances qui séparent chaque agglomération de ses sources d'approvisionnement en bois de chauffe, en pâturage et en eau. La difficulté à résoudre ce problème a été ressentie par le législateur mauritanien qui s'est contenté de charger le pouvoir réglementaire de lui apporter une solution. Or, le décret 90-020 du 31 janvier 1990 portant application de l'ordonnance foncière s'est rapidement débarrassé de la question, puisqu'il a chargé le ministre de l'Intérieur de trouver un traitement convenable à cette question délicate.

Il en a résulté qu'aucun espace vital n'a été délimité jusqu'à cette date, en dehors du cas très particulier d'Ain Ridha, dans la Moughataâ d'Aleg. Cela n'empêche pas les agglomérations rurales de considérer qu'elles possèdent un espace inviolable qu'elles défendent elles-mêmes en se référant au droit coutumier et éventuellement à la loi en vigueur.

Cette situation a engendré d'innombrables conflits, car les éleveurs transhumants se prévalent d'un autre principe tout aussi sacré qui leur garantit un droit de parcours et qui constitue un moyen indispensable à l'exercice du libre accès aux ressources naturelles. La tâche du législateur mauritanien consiste donc, dans ce domaine, à concilier ces deux principes fondamentaux de protection de l'espace vital et de libre accès aux ressources, dans un espace utile qui se réduit considérablement en raison de la désertification, de l'intensification de la sédentarisation et de l'augmentation croissante du bétail en transhumance.





obstante, durante años, la tala abusiva se convirtió en el pan nuestro de cada día. A su vez, se concedieron autorizaciones de explotación de las plantas leñosas para la producción de leña y de carbón, a menudo sin el estudio técnico adecuado y sin tener en cuenta la sostenibilidad de los recursos, ni de la propia actividad empresarial. Afortunadamente, la situación ha evolucionado desde entonces. De hecho, se han lanzado programas de recuperación de los bosques, así como de fomento del uso del gas butano y de mejora de los hogares.

Poco a poco, el gobierno mauritano le ha prestado mayor interés a la gestión, la conservación y la preservación de los recursos naturales, la biodiversidad y los ecosistemas.

En la gestión de los recursos naturales, debe destacarse, especialmente, el respeto a las costumbres tradicionales, previas a la creación del Estado independiente, según recomienda la doctrina conservacionista actual. Para evitar conflictos más o menos polémicos, el derecho considerado moderno ha asumido, en parte, las doctrinas del sistema consuetudinario primitivo.

En cuanto a la urbanización del territorio, la orden 83/127 de 5 de junio de 1983 por la que se reforma el sistema inmobiliario y demanial, introduce una disposición para la protección del espacio vital de las aglomeraciones rurales. Sin embargo, no se definieron ni los límites, ni el estatus jurídico, ni siquiera los riesgos de degradación medioambiental que amenazaban a estos espacios. Dichos límites no pueden establecerse de manera uniforme para todas las aglomeraciones del país ya que, de conformidad con el principio *malekita* (tesis de Malek Ibn Enes, es decir, una de las cuatro jurisprudencias del Islam) relativo a la inviolabilidad del *Harim*, el espacio debe determinarse en función de la distancia que separa a cada urbe de sus recursos (por ejemplo; leña, pastos y agua). El legislador mauritano se vio tan condicionado por esta teoría que se contentó con dejar en manos del poder legislativo las soluciones futuras. Sin embargo, el decreto 90-020 de 31 de enero de 1990 por el que se aplica la orden relativa a la urbanización volvió a dejar de lado este asunto y se limitó a exigir al Ministro del Interior que encontrara un tratamiento adecuado a este tema tan delicado. A día de hoy, todavía no se ha delimitado ningún espacio vital, salvo el de Ain Ridha, en Moughataâ d'Aleg, puesto que se trata de un caso muy particular. De todos modos, esta situación no ha impedido que las aglomeraciones rurales consideren que cuentan con un espacio inviolable que deben defender basándose en el derecho consuetudinario y, en algunas ocasiones, en la ley vigente.

LES ORIENTATIONS ET LES POLITIQUES DE CONSERVATION DES ÉCOSYSTÈMES ET DE LA BIODIVERSITÉ

Après l'indépendance, l'État mauritanien, encouragé par les coopérations bilatérales et multilatérales, les naturalistes, les chercheurs, les ONG de la conservation (IUCN, FIBA, WWF, MAVA, Wetlands International, etc.) et les aménagistes, a mis en avant la conservation de la biodiversité et des écosystèmes tant en milieu terrestre, fluvial que marin. On observe des progrès remarquables en termes de promulgation de lois, de ratification de conventions internationales, de classement et de protection d'espaces dédiés à la conservation, ainsi que de protection des habitats. Plusieurs centaines de milliers d'hectares jouissent actuellement d'une protection (dans le milieu marin et terrestre) et une nouvelle loi sur les aires protégées est en cours d'adoption.

Différents plans d'aménagement des pêcheries ont été validés ou sont en cours d'élaboration. Des repos biologiques sont accordés annuellement pour assurer la durabilité de certaines ressources clés pour l'économie nationale comme c'est le cas du poulpe. Un système de surveillance VMS a été mis en œuvre en 2006 pour permettre une surveillance plus efficace et un contrôle assez efficace des navires de pêche industrielle opérant dans les eaux mauritaniennes.

Sur le plan de la gestion des ressources minières et de la mise en œuvre de projets structurants, les Études d'impact environnemental et social (EIES) ont été légiférées et sont devenues obligatoires. Ainsi, l'État bénéficie désormais d'une prise de décision fondée sur l'analyse des effets négatifs de certains projets de développement. Toutes ces actions visent à la conservation et à la gestion durable des ressources nationales.

Malgré l'exiguïté des moyens disponibles, l'État a donné une continuité aux efforts de préservation et de surveillance des forêts, de regarnis et de régénération en particulier des gommiers, mais il a également érigé quatre aires protégées sur la façade atlantique. Ces espaces protégés situés sur le littoral sont du nord au sud :

La Réserve Satellite du Cap Blanc

Créée en 1996, elle est gérée par le PNBA. Elle a pour objectif la protection des phoques moines. Elle abrite un centre d'interprétation environnementale. Une équipe d'agents de

Por supuesto, esta situación ha engendrado innumerables conflictos, ya que los ganaderos trashumantes también se amparan en otro principio sagrado que les garantiza el paso y que se ha convertido en una herramienta ineludible para el libre acceso a los recursos naturales. Por tanto, en este ámbito, la tarea del legislador mauritano consiste en conciliar estos dos principios fundamentales de protección y de acceso a los recursos, en un espacio útil que disminuye considerablemente debido a la desertificación, a la intensificación de un modo de vida sedentario y al intenso aumento del número de cabezas de ganado trashumante.

LAS DIRECTRICES Y LAS POLÍTICAS DE CONSERVACIÓN DE LOS ECOSISTEMAS Y DE LA BIODIVERSIDAD

Tras la independencia, tanto los actores implicados en la cooperación bilateral y multilateral, como los naturalistas, los investigadores, las ONG conservacionistas (IUCN, FIBA, WWF, MAVA, Wetlands International, etc.) y los ingenieros forestales animaron al Estado mauritano a conservar la biodiversidad y los ecosistemas terrestres, fluviales y marinos. A partir de entonces, se lograron grandes avances como la promulgación de nuevas leyes, la ratificación de los convenios internacionales o la clasificación y la protección de los espacios dedicados a la conservación y a la defensa de los hábitats. Actualmente, cientos de miles de hectáreas gozan de protección (para el medio marino y terrestre) y ya está en marcha una nueva ley sobre las zonas más sensibles.

Asimismo, se han aprobado o se están elaborando diferentes planes de regulación de la pesca. Anualmente se efectúan paros biológicos para garantizar la sostenibilidad de algunas especies fundamentales para la economía nacional, como es el caso del pulpo. En 2006, se puso en marcha un sistema de vigilancia VMS que permite realizar un seguimiento más eficiente y un control bastante eficaz de los barcos de pesca industrial que operan en las aguas mauritanas.

En cuanto a la gestión de los recursos mineros y la puesta en marcha de proyectos estructurales, se legislaron los Estudios de impacto ambiental y social (EIAS) que, desde entonces, se han convertido en un requisito obligatorio. Por tanto, ahora el Estado cuenta con una nueva herramienta que le permite adoptar sus decisiones conociendo de antemano los efectos negativos derivados del desarrollo. En pocas palabras, todas estas acciones pretenden conservar y gestionar sosteniblemente los recursos naturales.





surveillance veille en permanence afin d'éviter avant tout les activités de pêche illégale dans son espace. Une vedette de surveillance mise à disposition par l'Organisme autonome des parcs nationaux d'Espagne est disponible pour intervenir en cas de besoin. Les partenaires sont ceux du PNBA, en plus d'une ONG nationale, Annajah, et d'une ONG espagnole, CBD-Habitat.

Le Parc National du Banc d'Arguin (PNBA)

Sa création en 1976 a permis à la Mauritanie de réserver plus du tiers de sa côte à la conservation. Le PNBA a été classé site « RAMSAR » en 1982 et site du patrimoine mondial de l'UNESCO en 1989. C'est l'une des plus larges (12 000 km²) et des plus importantes aires marines protégées de la planète. Le PNBA étant régi par une loi (Loi 2000/24 relative au PNBA), l'organisation en 2001 à Nouakchott d'une cérémonie de « Don à la Terre » par le WWF International s'est trouvée pleinement justifiée. Le parc est soutenu par la fondation internationale du Banc d'Arguin (FIBA) depuis sa création en 1986, par le WWF, l'UICN, Wetlands International, la Fondation MAVA, le Programme régional de conservation de la zone côtière et marine en Afrique de l'Ouest (PRCM), la Coopération française, la GIZ, la Coopération espagnole (AECID), l'Organisme autonome des parcs nationaux d'Espagne (OAPN), etc.

La direction du PNBA et ses partenaires mènent des programmes portant sur divers domaines (aménagement des pêcheries, gouvernance partagée, surveillance maritime et terrestre, appui au développement de la population résidente, coordination de la recherche scientifique, appui à l'écotourisme et à la communication, etc.).

Le Parc National du Diawling (PND)

Créé par le décret n°91/105 du 14 juillet 1991, il couvre environ 16 000 ha dans le bas-delta du fleuve Sénégal. Un site plutôt unique vu qu'il est le résultat d'un processus remarquable de restauration d'un écosystème naturel dégradé. Ce parc mène des activités de suivi écologiques, de restauration du milieu (plan de gestion de l'eau — crues artificielles) et d'appui aux populations des villages de la périphérie.

Le PND est soutenu depuis plusieurs années par l'UICN. D'autres partenaires lui ont récemment porté de l'intérêt à l'image de la Coopération espagnole, la Coopération française, le PNUD, etc.

A pesar de los pocos medios disponibles, el Estado se ha esforzado sin cesar por conservar y vigilar los bosques, por recuperar y regenerar, en especial, las acacias subsaharianas, así como cuatro zonas protegidas situadas en la fachada atlántica. De norte a sur, estos espacios de mayor interés ecológico en el litoral son:

La Reserva Satélite de Cabo Blanco

Creada en 1996, su gestión depende del PNBA. Tiene como objetivo la protección de las focas monje. Alberga un centro de interpretación medioambiental. Un grupo de agentes vigila permanentemente para evitar, sobre todo, la pesca ilegal en este espacio. El Organismo Autónomo Parques Nacionales de España ha puesto a disposición de esta entidad una lancha motora que permite intervenir en caso de que sea necesario. Los participantes en esta iniciativa son los colaboradores del PNBA, una ONG nacional (Annajah) y una ONG española (CBD-Habitat).

El Parque nacional del Banco de Arguin (PNBA)

Su creación en 1976 permitió que Mauritania dedicara más de un tercio de su costa a la conservación. El PNBA forma parte de la lista RAMSAR desde 1982 y del patrimonio mundial de la UNESCO desde 1989. Se trata de una de las zonas marinas protegidas más amplias (12.000 km²) e importantes del planeta. Puesto que el PNBA se rige por una ley (ley 2000/24 relativa al PNBA), WWF International consideró plenamente justificado organizar una ceremonia de «donación a la Tierra» en 2001 en la ciudad de Nuakchot. Desde su creación, el parque cuenta con el apoyo de la Fundación Internacional del Banco de Arguin (FIBA), WWF, UICN, Wetlands International, la Fundación MAVA, el Programa Regional de Conservación de la Zona Costera y Marina de África del Oeste (PRCM), la cooperación francesa, GIZ, la cooperación española (AECID), el Organismo Autónomo Parques Nacionales de España (OAPN), etc.

La dirección del PNBA y sus socios llevan a cabo programas sobre diversos temas (planificación de los caladeros, gestión compartida, vigilancia marítima y terrestre, apoyo al desarrollo de la población residente, coordinación de la investigación científica, apoyo al ecoturismo y a la comunicación, etc.).

La Réserve de Biosphère Transfrontalière du bas-delta du fleuve Sénégal (Diawling-Djoudj)

Cette réserve transfrontalière a vu le jour en juin 2005 grâce au résultat de plusieurs années de négociations, avec l'appui du PRCM, de l'IUCN et d'autres institutions de conservation. Son rôle est de coordonner les actions de conservation au niveau de ces deux aires protégées contiguës, l'une en Mauritanie, l'autre au Sénégal.

Le site RAMSAR du Chatt Boul : Adjacente au PND, classée en 2000 et occupant une superficie d'environ 15 000 ha, cette zone humide est contrôlée par la marine nationale.

La création de nouveaux espaces protégés est actuellement en phase d'étude au sein de la Direction des aires protégées et du littoral (DAPL). On compte actuellement neuf (9) projets d'aires protégées : le Chatt Boul, la baie de l'étoile, Guelb Richatt, les zones humides de l'est mauritanien, le lac de Mâl, la Tamourt de Boughari avec son complexe de Guelta, la révision des limites de la réserve de faune d'El Aguer, la mare de Mahmouda, Oudhen Levrass et El Atf.

Parmi les stratégies sectorielles, citons le Plan de développement et d'aménagement du littoral mauritanien (PDALM), ainsi que le Plan d'action national pour l'environnement (PANE) qui ont été élaborés tous deux moyennant une large participation des différents acteurs territoriaux et des populations.

Le PDALM vise à l'organisation de l'espace littoral mauritanien et à sa mise en valeur dans une optique de développement durable. Pour sa réalisation, la Mauritanie a bénéficié d'un soutien financier et technique important de l'Union internationale de conservation de la nature (IUCN). Cette démarche, qui a également permis la mise en place d'un observatoire du littoral mauritanien, prévoit la création d'un fonds national du littoral pour appuyer le fonctionnement de l'observatoire.

L'élaboration du PANE, en tant que cadre de cohérence de la politique mauritanienne de développement durable est une conséquence de la Conférence de Rio, 1992. C'est la Cellule nationale 21 (représentation permanente du Conseil national environnement et développement – CNED), appuyée par le PNUD et la GIZ, qui a piloté l'élaboration du PANE. Le CNED chapeaute un montage institutionnel de conception, mise en œuvre, coordination et suivi de la stratégie environnementale mauritanienne. Outre le CNED (conseil représentatif de tous les opérateurs du gouvernement central, des élus, des organisations professionnelles, des communautés et des ONG), le montage





El Parque Nacional del Diawling (PND)

Creado por el decreto n° 91 / 105 de 14 de julio de 1991, cuenta con, aproximadamente, 16.000 hectáreas situadas en el delta inferior del río Senegal. Se trata de un lugar único puesto que es el resultado de un admirable proceso de regeneración de un ecosistema natural degradado. Este parque lleva a cabo actividades de seguimiento ecológico, de restauración del medio (plan de gestión del agua, crecidas artificiales) y de apoyo a los habitantes de los poblados periféricos.

Desde hace años, el PND recibe el apoyo del IUCN. Tal y como sucede con la cooperación española y francesa o el PNUD, otros actores se han interesado recientemente por este parque.

La Reserva de la Biosfera Transfronteriza del bajo delta del río Senegal (Diawling-Djoudj)

Esta reserva transfronteriza vio la luz en junio de 2005 tras varios años de negociación y cuenta con el apoyo del PRCM, de IUCN y de otras instituciones conservacionistas. Se encarga de coordinar las acciones de protección del medioambiente en dos zonas contiguas: una se encuentra en Mauritania y, la otra, en Senegal.

El humedal RAMSAR de Chatt Boul

Este humedal, colindante con el PND, forma parte de la lista RAMSAR desde el año 2000 y ocupa una superficie de 15.000 hectáreas aproximadamente. La marina nacional se encarga de su vigilancia.

Actualmente, la Dirección de Zonas Protegidas y del Litoral (DAPL) estudia la posible creación de nuevos santuarios. A día de hoy, hay nueve proyectos en marcha: Chatt Boul, la Bahía de la Estrella, Guelb Richatt, los humedales del este mauritano, el lago de Mâl, el *tamourt* de Boughari con su complejo de Guelta, la revisión de los límites de la reserva de fauna de Alguer y las charcas de Mahmouda, Oudhen Levrass y El Atf.

Entre las estrategias sectoriales, cabe mencionar el Plan de desarrollo y de ordenación del litoral mauritano (PDALM), así como el Plan de acción nacional para el medio ambiente (PANE). Ambos se pusieron en marcha tras la rica participación de los diferentes actores territoriales y de la población.



institutionnel comprend le CTED (Comité technique environnement et développement) et les CRED (équivalents régionaux du CNED). Les objectifs du PANE consistent à :

- Élaborer une stratégie de développement durable.
- Sensibiliser les acteurs du développement.
- Mettre en place un nouveau cadre institutionnel.

L'équipe de la Cellule 21 a entrepris une analyse ayant pour objet l'identification du degré d'intégration de l'environnement dans les différentes politiques sectorielles dont il ressort les principaux éléments suivants :

- Comme pour les autres pays de la région, il existe un lien entre le niveau de dégradation des ressources forestières et les besoins énergétiques des ménages.
- Bien que les orientations de la loi cadre soient claires sur les Études d'impact environnemental, celles-ci ne sont pas toujours élaborées avec la qualité requise.
- Quelle que soit la pertinence des stratégies d'intervention des différents opérateurs du développement à l'échelle régionale et locale, l'absence d'un cadre de cohérence de type « schéma d'aménagement du territoire » ne permet pas d'assurer la synergie et la complémentarité nécessaire entre les différents programmes de développement.
- Le potentiel naturel de la Mauritanie reste peu connu en l'absence de programmes de recherche et d'évaluation, ce qui non seulement entrave l'action de sauvegarde des ressources, mais représente un manque à gagner en termes d'exploitation optimale de ces potentialités.
- La stratégie de développement macroéconomique devra dans l'avenir mieux intégrer la dimension environnementale.

La mise en place d'une stratégie nationale de conservation de la nature (SNC) a été élaborée et adoptée en même temps que le plan directeur de la lutte contre la désertification (PDLCD). Cette stratégie sert de toile de fond à la revalorisation de la faune sauvage. Les objectifs assignés de cette stratégie s'articulent autour des axes suivants :

- Le maintien des biotopes écologiques essentiels.
- La préservation durable des ressources naturelles et des écosystèmes.

En plus de cette stratégie et pour accorder l'importance qu'il faut à la conservation de la faune, un nombre des conventions a été signé et ratifié, dont :

- La Convention de RAMSAR sur les zones humides d'importance

El PDALM tiene como objetivo la ordenación del litoral mauritano y una explotación sostenible. Para su realización, Mauritania recibió un importante apoyo financiero y técnico de la Unión Internacional de Conservación de la Naturaleza (UICN). Esta iniciativa, que también permitió la creación de un observatorio del litoral mauritano, prevé la creación de un fondo nacional para el correcto funcionamiento de este centro.

La elaboración del PANE, como marco de referencia para la política mauritana de desarrollo sostenible, es fruto de la Conferencia de Río de 1992. De hecho, la Célula nacional 21 (representación permanente del Consejo Nacional de Medioambiente y Desarrollo – CNED), coordinó la redacción del PANE con el apoyo del PNUD y la GIZ. El CNED controla las herramientas institucionales de diseño, aplicación, coordinación y seguimiento de la estrategia medioambiental mauritana. Además de esta institución (el consejo representativo de todos los operadores del gobierno central, de los representantes electos, de las organizaciones profesionales, de las comunidades y de las ONG), el grupo institucional incluye el CTED (Comité técnico de medio ambiente y desarrollo) y los CRED (equivalentes regionales del CNED). Los objetivos del PANE son:

- La elaboración de una estrategia de desarrollo sostenible.
- La sensibilización de los actores que participan en el desarrollo.
- La creación de un nuevo marco institucional.

El equipo de la Célula 21 efectuó un análisis que tiene como fin la identificación del grado de integración de la política medioambiental en las diferentes acciones sectoriales. De él se desprenden los siguientes elementos:

- Como en el caso de los demás países de la región, el nivel de degradación de los recursos forestales está directamente relacionado con las necesidades energéticas de los hogares.
- Aunque las directrices de la ley marco sean claras con respecto a los estudios de impacto ambiental, estos no se elaboran siempre con la calidad que se requiere.
- Sea cual sea la calidad de las estrategias de intervención de los diferentes operadores de desarrollo regional y local, la ausencia de un marco de referencia como un «esquema de ordenación del territorio» impide garantizar la sinergia y la complementariedad necesarias entre los diferentes programas de desarrollo.
- Se desconoce el potencial natural de Mauritania puesto que no existen programas de investigación ni de evaluación, lo que dificulta la protección de los recursos y, además, complica una explotación óptima de las riquezas.
- En el futuro, la estrategia de desarrollo macroeconómico

internationale notamment comme habitat de la sauvagine (1982).

- La Convention de I.U.N.E.S.C.O. sur la protection du patrimoine mondial culturel et naturel (1985).

- La Convention de I.O.U.A. sur la conservation de la nature et des ressources naturelles (1986).

- La Convention sur la biodiversité (1996) : en ratifiant cette convention, le gouvernement mauritanien s'est par ailleurs engagé à en promouvoir les trois objectifs :

- La conservation de la diversité biologique.

- L'utilisation durable de ses éléments.

- Le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques.

- La Convention de C.I.T.E.S. sur le commerce international des espèces de faune et flore menacées d'extinction (1997).

LES ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS EN QUELQUES DATES

- En 1975, loi nationale portant code de la chasse et protection de la faune.

- En 1976, création du Parc National du Banc d'Arguin pour la conservation d'un écosystème côtier et continental.

- En 1980 : Élaboration du Schéma national d'aménagement du territoire (SNAT).

- En 1986 : Création de la Réserve Satellite du Cap Blanc pour la protection et la conservation du phoque moine.

- En 1991 : Création du Parc National du Diawling dans le bas delta du fleuve Sénégal pour la conservation d'un échantillon de l'écosystème estuarien de la vallée du fleuve Sénégal.

- En 2000 : promulgation de la Loi cadre sur l'environnement.

- En 2002 : décret 073-2002 portant protection des habitats marins relatifs aux zones euphotiques de moins de 20 m de profondeur.

- En 2005 : Création de la Réserve de Biosphère Transfrontalière (RBT) du bas-delta du fleuve Sénégal.

- En 2005 : Élaboration et validation du Plan de développement et d'aménagement du littoral mauritanien (PDALM).

- En 2006 : Adoption du Plan d'aménagement du poulpe.

- En 2006 : Mise en place du système VMS permettant une meilleure surveillance et un meilleur contrôle de l'activité des navires industriels.

- En 2008 : Procédures des Études d'impact environnemental.

deberá integrar mejor la dimensión medioambiental.

La Estrategia nacional de conservación de la naturaleza (SNC) se elaboró y adoptó a la misma vez que el Plan director de lucha contra la desertificación (PDLCD). Esta estrategia sirve como hilo conductor para la protección de la fauna salvaje. Los objetivos correspondientes a dicha estrategia se articulan en torno a los ejes siguientes:

- La defensa de los biotopos ecológicos fundamentales.

- La conservación sostenible de los recursos naturales y de los ecosistemas.

Además de la estrategia anterior y con objeto de garantizar la protección que merece la fauna, Mauritania ha suscrito y ratificado una serie de convenios como:

- El Convenio de RAMSAR relativo a los humedales de importancia internacional, especialmente como hábitat de aves acuáticas (1982).

- El Convenio de la UNESCO sobre la protección del patrimonio mundial cultural y natural (1985).

- El Convenio de la OUA relativo a la conservación de la naturaleza y de los recursos naturales (1986).

- El Convenio sobre la Biodiversidad (1996): al ratificar este documento, el gobierno mauritano se comprometió asimismo a defender los tres objetivos siguientes:

- La conservación de la diversidad biológica.

- El uso sostenible de sus elementos.

- El reparto justo y equitativo de las ventajas que se deriven de la explotación de los recursos genéticos.

- El Convenio CITES relativo al comercio internacional de especies de fauna y flora en peligro de extinción (1997).

LAS FECHAS DE LOS ACONTECIMIENTOS MÁS RELEVANTES

- En 1975: ley nacional por la que se crea el código de la caza y la protección de la fauna.

- En 1976: creación del Parque Nacional del Banco de Arguin para la conservación de un ecosistema costero y continental.

- En 1980: elaboración de un Esquema nacional de ordenación del territorio (SNAT).

- En 1986: creación de la Reserva Satélite de Cabo Blanco para la protección y la conservación de la foca monje.

- En 1991: creación del Parque Nacional del Diawling en el bajo





- En 2010 : Préparation d'un projet de loi sur les aires protégées en Mauritanie.
- En 2010 : Lancement d'études pour la création d'un réseau d'aires protégées sur l'ensemble du territoire national.

delta del río Senegal para la conservación del ecosistema de los estuarios.

- En 2000: promulgación de la ley marco sobre el medioambiente.
- En 2002: decreto 073-2002, por el que se adoptan medidas de protección de los hábitats marinos relativos a las zonas eufóticas de menos de 20 metros de profundidad.
- En 2005: creación de la Reserva de la Biosfera Transfronteriza (RBT) del delta inferior del río Senegal.
- En 2005: elaboración y aprobación del Plan de desarrollo y ordenación del litoral Mauritano (PDALM).
- En 2006: adopción del Plan de protección del pulpo.
- En 2006: establecimiento del sistema VMS que permite un mejor seguimiento y control de la actividad de los barcos industriales.
- En 2008: procedimientos para los estudios de impacto ambiental.
- En 2010: preparación de un proyecto de ley relativo a las zonas protegidas de Mauritania.
- En 2010: lanzamiento de estudios para la creación de una red de zonas protegidas en el conjunto del territorio nacional.